



**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société Rangueil Energie Services
exploitant une installation de combustion à Toulouse**

12-20

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 modifié, autorisant la société Rangueil Energie Services à exploiter une installation de combustion à Toulouse, 147 avenue de Rangueil ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2020 relatif à la visite d'inspection du 17 janvier 2020 de l'installation de combustion susvisée ;

Considérant que lors de sa visite en date du 17 janvier 2020, l'inspection des installations classées a constaté que la société Rangueil Energie Services ne respecte pas les dispositions de l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 susvisé, ni les dispositions des articles 28 et 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé :

- Le local accueillant le moteur de cogénération ne dispose pas de système de désenfumage ;
- Les mesures de la concentration en formaldéhyde, HAP, métaux, HCl et HF n'ont pas été réalisées lors du contrôle 2019 des rejets atmosphériques des chaudières biomasse ;
- La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels ne sont pas mesurées trimestriellement dans les conduits des chaudières gaz ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 susvisé, et à celles des articles 28 et 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société Rangueil Energie Services de respecter les prescriptions de l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 susvisé, et celles des articles 28 et 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2020 relatif à la visite d'inspection du 17 janvier 2020 a été porté à la connaissance de la société Rangueil Energie Services le 18 juin 2020 afin qu'elle puisse formuler ses observations ;

Considérant que les éléments de réponse transmis par la société Rangueil Energie Services par courriels du 24 novembre 2020 et du 26 février 2021 ne démontrent pas la mise en conformité de l'installation vis-à-vis des trois faits non conforme constatés susvisés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne :

Arrête :

Art. 1^{er} – La société Rangueil Energie Services, Siren n°801 053 596, dont le siège social est situé 18 rue Thomas Edison à Canéjan (33 610), exploitant une installation de combustion à Toulouse, 147 avenue de Rangueil, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2001 modifié susvisé :

« Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation et conforme aux normes en vigueur. »

- Article 28 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé :

« Les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux dans les gaz résiduels sont mesurées une fois par an.

(...)

Les exigences relatives à la fréquence de surveillance des émissions de COVNM, de formaldéhyde, de HAP et des métaux ne s'appliquent pas lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel, du biométhane, du GPL ou de l'hydrogène, sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral. » ;

- Article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé :

« La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu. La mesure en continu n'est pas exigée :

- (...);

- pour les chaudières d'une puissance inférieure à 100 MW autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne disposent pas d'un dispositif de traitement des fumées. Dans ce cas, une mesure trimestrielle est néanmoins exigée ;

- (...) » ;

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Rangueil Energie Services.

Fait à Toulouse, le **16 AVR. 2021**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON

